

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1922-1923.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

ARMÉE. — Contingent pour 1923. — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 30).

Projet de loi de milice (n° 88). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 91).

Projet de loi modifiant la loi du 25 août 1920 relative à la rémunération des professeurs civils de l'École militaire. — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 23).

Projet de loi portant à cinq ans la durée des contrats à passer avec les écoles civiles d'aviation. — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 126).

Projet de loi déterminant les délais endéans lesquels doivent être introduites, sous peine de forclusion, les demandes tendant au règlement de certains arriérés en matière de rémunération de milice. — Rapport de la Commission, par M. Nerinx (n° 128).

Projet de loi sur la protection des pigeons militaires et la répression de l'emploi de pigeons pour l'espionnage (n° 157). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 169). — Amendements présentés par MM. Guyaux et consorts (n° 184).

Projet de loi relatif à l'avancement, par voie de commissionnement, des officiers des armes et des services faisant organiquement partie du corps de l'aéronautique. — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 161).

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 10 août 1920 relatives à la rémunération des miliciens, des volontaires de carrière et des rengagés. — Rapport de la Commission, par M. Van Cauwenbergh (n° 214).

ARMÉE. — Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919 relatives à la rente des chevrons de front (n° 205). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 213).

Projet de loi de recrutement (n° 206). — Amendement présenté par M. Calonne (n° 209). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 212). — Amendement présenté par MM. Renier et consorts (n° 226). — Amendements présentés par M. Calonne (n° 234).

ARMES. — Projet de loi modifiant les articles 2, 8 et 11 de la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu, établi à Liège (n° 208). — Rapport de la Commission, par M. Liesens (n° 244).

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET PROCÉDURE GRATUITE. — Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889, présenté par le Gouvernement (n° 15). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte et amendements (n° 155).

ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendement (n° 137).

Voir *Code de procédure civile*.

AUTOMOBILES. — Projet de loi modifiant la législation relative à la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur (n° 109). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 114).

Voir *Police du roulage*.

AVIATION. — Voir *Armée, Navigation aérienne*.

BAIL A LOYER. — Projet de loi prorogeant la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer (n° 8). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 10). — Projet de loi prorogeant : 1^o la loi du 14 août 1920 sur les loyers ; 2^o la loi du 15 juin 1922 suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer, amendé par la Chambre des Représentants (n° 13). — (La Commission n'a pas fait de nouveau rapport.)

Voir *Loyers*,

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1923. — Projet de loi (n° 32). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 33).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur divers budgets. — Rapports de la Commission, par M. le baron de Mévius (nos 113, 129, 151).

Régularisations et crédits supplémentaires au budget général de l'exercice 1921 et à des budgets de l'exercice 1922. — Projet de loi (n° 56). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 65).

Régularisations et crédits supplémentaires à des budgets des exercices 1922 et 1923. — Projet de loi (n° 233). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 239).

Budget des Affaires économiques pour l'exercice 1923. — (Le Projet de loi adopté par la Chambre n'a pas été réimprimé par le Sénat.) — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy (n° 82).

Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1923, déposé par le Gouvernement (n° 5, V). — Rapport de la Commission, par le marquis Imperiali (n° 18).

Budget de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1923, adopté par la Chambre (n° 5, VIII). — Rapport de la Commission sur le Budget de l'Agriculture, par M. Limage (n° 123). — Rapport de la Commission sur le Budget des Travaux publics, par M. Lefebvre (n° 124).

Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour l'exercice 1923, déposé par le Gouvernement (n° 5, XVIII). — Rapport de la Commission, par M. Hicguet (n° 48). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 60).

Budget des Colonies pour l'exercice 1923, déposé par le Gouvernement (n° 5, X). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 19). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 46).

Budget de la Défense nationale pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XI). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 164).

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, II). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 79).

Budget des Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par le Gouvernement (n° 5, XVII). — Rapport de la Commission spéciale, par M. Beauduin et amendements (n° 66). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 78). — Sous-amendement de MM. Beauduin et le baron Gillès de Pelichy à l'amendement du Gouvernement (n° 84). — Amendements présentés par le Gouvernement (n° 85). — Amendements présentés par M. Ern. Nolf (n° 89).

BUDGETS. — Budget des Dotations pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, III). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 34).

Budget des Finances pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XIII). — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 136).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XII). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 165).

Budget de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, IX). — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 152). — Amendement présenté par MM. Demoulin et consorts (n° 176).

Budget de l'Intérieur et Hygiène pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, VI). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 141).

Budget de la Justice pour l'exercice 1923, déposé par le Gouvernement (n° 5, IV). — Rapport de la Commission, par M. Meyers (n° 58). — Amendements présentés par le Gouvernement (nos 70, 75).

Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1923. — (Le Projet de loi adopté par la Chambre n'a pas été réimprimé par le Sénat.) — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 132).

Budget des Recettes et des Dépenses de Ravitaillement pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XIX). — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 138).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XVI). — Rapport de la Commission spéciale, par M. Beauduin (n° 202).

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre de l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, XX). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 146).

Budget des Sciences et Arts pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, VII). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 139).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1923. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 5, I). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 35).

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE. — Projet de loi portant modifications aux articles 10, 20, 21, 22, 23^{bis}, 23^{ter}, 23^{quater}, de la loi du 16 mars 1865, modifiée et complétée par les lois des 1^{er} juillet 1869, 21 juin 1894, 9 août 1897, 1^{er} février 1900 et 16 mars 1921 (n° 204). — Rapport de la Commission, par M. François (n° 215).

CÉRUSE. — Projet de loi relatif à l'emploi de la céruse et autres pigments blancs de plomb, présenté par le Gouvernement (n° 243).

CHEQUES. — Voir *Code de commerce*.

CODE CIVIL. — Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps (titre VI du livre I^{er}), présenté par le Gouvernement (n° 51). — Amendement présenté par M. Deswarte (n° 86). — Amendement présenté par M. Berger (n° 100).

Proposition de loi de MM. Wittemans et consorts sur le travail, l'industrie et le commerce de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. — Rapport de la Commission, par M. Braun et amendements (n° 67).

Projet de loi sur l'aliénation à titre onéreux et le partage de biens appartenant à des incapables, présenté par le Gouvernement (n° 147).

Projet de loi portant revision du titre IV du livre I^{er} du Code civil, relatif à l'absence, déposé par le Gouvernement (n° 250).

CODE DE COMMERCE. — Proposition de loi de M. Liebaert sur l'encaissement des effets de commerce au moyen de chèques. — Rapport de la Commission, par M. Mosselman (n° 121).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Projet de loi tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 20 avril 1920, modifiant, en matière de contrats d'assurances, la loi du 25 mars 1876 sur la compétence. — Rapport de la Commission, par M. Berger (n° 22).

Projet de loi interprétative concernant la procédure en cassation en matière civile (n° 158). — Rapport de la Commission, par M. Pirard (n° 171).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Projet de loi modifiant les articles 163, alinéa 1^{er}, 195, alinéa 2 et 371, présenté par le Gouvernement (n° 92). — Rapport de la Commission, par M. Meyers et amendements (n° 196).

Voir *Organisation judiciaire*.

CODE ÉLECTORAL. — Projet de loi modifiant les dispositions légales en ce qui concerne la revision en 1923 des listes électorales (n° 225). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 240).

Projet de loi modifiant l'article 61 du titre III (n° 230). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 241).

CODE PÉNAL. — Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 140).

CODE PÉNAL MILITAIRE. — Projet de loi supprimant la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine de l'emprisonnement militaire (n° 153). — Rapport de la Commission, par M. Pastur (n° 162).

COMMERCE DES DENTELLES. — Projet de loi réglementant la vente au détail des dentelles, présenté par le Gouvernement (n° 242).

COMMERCE USURAIRE. — Projet de loi relatif à la mise en vente des denrées et marchandises de première nécessité (n° 207). — Rapport de la Commission, par M. Croquet (n° 221).

CONGO. — Crédits supplémentaires au Budget des Dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1922 (n° 77). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 90).

Budget des recettes et dépenses pour l'exercice 1923 (n° 118). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 127).

Projet de loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales, présenté par le Gouvernement (n° 28). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers et amendements (n° 44). — Sous-amendement de M. Leyniers à l'amendement de la Commission (n° 49).

Projet de loi tendant à permettre aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie, présenté par le Gouvernement (n° 29). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 45). — Amendement présenté par M. Fraiture et consorts (n° 50).

Projet de loi autorisant la Colonie à garantir l'émission d'actions privilégiées de la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 40).

Projet de loi relatif à l'approbation de la Convention du 31 décembre 1921 entre l'État belge et la Compagnie du Chemin de fer du Congo. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 96).

Projet de loi amendant les articles 10, 12, 18 et 37 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge (n° 229). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 252).

Projet de loi étendant au Congo belge la juridiction de la Cour de Cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge, adopté par la Chambre (n° 231).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910, organique des Conseils de prud'hommes, présenté par le Gouvernement (n° 130).

CONTRATS D'ASSURANCES. — Voir *Code de procédure civile*.

CONVENTIONS. — Voir *Traités et Conventions*.

COUR DE CASSATION. — Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation pour la place de conseiller vacante à la dite Cour par suite de la mise à la retraite de M. le Conseiller Jacques (n° 63).

COUR DES COMPTES. — Projet de loi portant modification de l'article 17 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes. — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 166).

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner l'Exposé d'un dissentiment entre la Cour des Comptes et le Gouvernement, par M. Liebaert (Interprétation de l'article 14 de la loi du 29 octobre 1846) (n° 120).

Exposé du dissentiment qui s'est produit entre la Cour des Comptes et le Ministère des Affaires économiques. (Interprétation de l'article 5, § 3, des lois coordonnées du 19 août 1921, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre) (n° 134). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Liebaert (n° 217).

CRÉDITS. — Voir *Budgets*.

DÉCLARATION DE DÉCÈS. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

DÉLAIS DE PRESCRIPTION. — Voir *Impôts directs et indirects*.

DENTELLES. — Voir *Commerce des dentelles*.

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Proposition de loi de M. Deswarte accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive. — Rapport de la Commission, par M. Magnette (n° 133).

DETTE PUBLIQUE. — Projet de loi relatif : 1° au remboursement des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique en vue du retrait des monnaies allemandes ; 2° à l'institution d'un fonds spécial d'amortissement de ces avances (n° 224). — Rapport de la Commission, par M. Van Cauwenbergh (n° 247).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi relatif à l'aliénation d'immeubles domaniaux. — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 148).

DOMMAGES DE GUERRE. — Voir *Guerre*.

DOUANES ET ACCISES. — Projet de loi relatif au tarif des douanes. (Prorogation des dispositions de la loi du 8 avril 1922, relative à l'établissement de régimes différentiels). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 36).

Projet de loi relatif à l'exportation, à l'importation et au transit des marchandises et valeurs (n° 55). — Rapport de la Commission, par M. Demerbe (n° 59).

Projet de loi modifiant le régime fiscal sur les sucres, les glucoses, les tabacs et établissant un impôt sur les allumettes. — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 69).

DROITS DE TIMBRE. — Projet de loi relatif au mode de perception des droits de timbre (n° 222). — Rapport de la Commission, par M. Serruys (n° 245).

DROITS DE TIMBRE, D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHEQUE, DE GREFFE ET DE SUCCESSION. — Voir *Impôts*.

EMBARQUEMENTS EN FRAUDE. — Voir *Marine*.

ENSEIGNEMENT MOYEN. — Projet de loi concernant les traitements du personnel des établissements d'instruction moyenne dirigés par l'État, présenté par le Gouvernement (n° 187). — Rapport de la Commission, par M. Remouchamps (n° 200).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Projet de loi fixant : a) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; b) les dates des vacances (n° 177). — Rapport de la Commission, par M. Weyler (n° 182).

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi organique (n° 203). — Rapport de la Commission, par M. Weyler (n° 216).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État. — Amendement présenté par M. Deswarte (n° 6). — Texte amendé par la Chambre (n° 98). — Rapport de la Commission, par M. Remouchamps (n° 111).

Projet de loi autorisant des dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (n° 159). — Rapport de la Commission, par M. Dejace (n° 168).

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, présenté par le Gouvernement (n° 186). — Rapport de la Commission, par M. Vermeylen (n° 201).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand, adopté par la Chambre (n° 38). — Proposition de loi présentée par MM. Speyer et consorts (n° 42). — Amendement présenté par M. Keesen (n° 47). — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande, présentée par M. Magnette et consorts (n° 54). — Amendements présentés par M. Dumon (n° 57). — Amendement au projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand présenté par MM. Van Roosbroeck et Rongy (n° 64). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 93).

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État, présentée par MM. Braun et consorts (n° 104). — Proposition de loi relative à la création d'une université flamande, présentée par M^{me} Spaak et consorts (n° 122). — Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand, présentée par M. Vinck (n° 131).

Rapport de la Commission spéciale chargée de rechercher une solution transactionnelle quant à l'emploi des langues à l'Université de Gand (n° 142).

Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les universités de l'État, présentée par M. Braun (n° 143). — Proposition de loi présentée par M. Van Roosbroeck (n° 144). — Proposition de loi présentée par M. le comte de Broqueville (n° 145).

Proposition de loi relative à l'Université de Gand, présentée par M. Renard (n° 154).

Proposition de loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand. — Texte adopté par le Sénat au premier vote (n° 163).

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand, présenté par le Gouvernement (n° 175). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 179). — Amendements présentés par MM. Speyer et consorts (n° 181). — Amendements présentés par M. Remouchamps (n° 188).

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi relatif aux péremptions et prescriptions suspendues pendant la durée de la guerre et concernant les sommes dues par l'État (n° 26). — Rapport de la Commission, par M. Van Cauwenbergh (n° 53).

Projet de loi approuvant la Convention signée à Paris, le 4 octobre 1921 sur l'équivalence des services dans les armées belge et française pendant la guerre. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 72).

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, amendé par la Chambre (n° 87). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 95).

Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre, présenté par le Gouvernement (n° 94). — Rapport de la Commission,

par M. Deswarte et amendements du Gouvernement et de la Commission (n° 150). — Texte adopté au premier vote (n° 156). — Texte amendé par la Chambre (n° 228). — Rapport de la Commission, par MM. E. Nolf et Deswarte (n° 236).

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi modifiant les dispositions légales relatives à la liquidation des séquestres de guerre (n° 97). — Rapport de la Commission, par M. Magnette (n° 107).

Projet de loi fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des corps des victimes de la Grande Guerre en conformité des dispositions des Traités de Paix (n° 99). — Rapport de la Commission, par M. Mahieu (n° 106).

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un troisième emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 135).

Projet de loi relatif à la publicité en matière de déclaration de présomption de décès (loi du 28 juillet 1921). — Rapport de la Commission, par M. Pirard (n° 172).

Projet de loi accordant une allocation spéciale aux militaires invalides de la guerre pour la période pendant laquelle ils ont été mis en congé sans solde ou sans allocations militaires (n° 190). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 194).

Projet de loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre de 1914-1918 (n° 191). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 195).

IMPOTS. — Projet de loi prolongeant l'exercice 1921 ainsi que les délais utiles pour l'établissement des cotisations de 1920 et de 1921 et pour les poursuites en recouvrement d'impôts directs et indirects (n° 27). — Rapport de la Commission, par M. François (n° 37).

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus (n° 108). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 116).

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts sur les revenus, adopté par la Chambre (n° 227).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de succession (n° 232). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 246).

Voir *Automobiles, Douanes et Accises*.

INCAPABLES. — Voir *Code civil*.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE D'ANVERS. — Projet de loi relatif à la reconnaissance légale de cet institut (n° 52). — Rapport de la Commission, par M. Broekx (n° 62).

LOYERS. — Revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers. — Sous-amendement présenté par MM. Carton et Van Ormelingen à l'amendement de M. Liebaert au texte proposé par la Commission (n° 7). — Amendement présenté par MM. Braffort et Carton (n° 9). — Amendement subsidiaire présenté par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 11). — Amendements du Gouvernement (n° 12). — Sous-amendement du Gouvernement à l'amendement de M. le marquis Imperiali (n° 14). — Amendement présenté par M. Deswarte (n° 16). — Texte adopté au premier vote (n° 21). — Amendement présenté par MM. Guyaux et consorts (n° 24). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 68). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 73).

Voir *Bail à loyer*.

MARCHANDISES ET VALEURS. — Voir *Commerce usuraire, Douanes*.

MARINE. — Projet de loi portant répression des embarquements en fraude de personnes. — Rapport de la Commission, par M. le baron Van Reynegom de Buzet (n° 183).

MÉDECINE VÉTÉRINAIRE. — Projet de loi remplaçant le grade de médecin vétérinaire par celui de docteur en médecine vétérinaire, présenté par le Gouvernement (n° 173). — Rapport de la Commission, par M. Braffort (n° 198).

MILICE. — Voir *Armée*.

MINES. — Projet de loi prorogeant les mandats de certains délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille. — Rapport de la Commission, par M. Rongy (n° 103).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille, adopté par la Chambre (n° 119).

Proposition de loi sur les vacances annuelles des mineurs, présentée par M. Lombard (n° 219).

MONNAIES. — Projet de loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith (n° 110). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 117).

MONNAIES. — Projet de loi autorisant l'émission par le Trésor belge de jetons-bons monétaires de 2 francs. — Rapport de la Commission, par M. Serruys (n° 167).

MONNAIES ALLEMANDES. — Voir *Dette publique*.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — Projet de loi réorganisant les monts-de-piété et les autorisant à adopter le titre de « Caisse publique de prêts » (n° 223). — Rapport de la Commission, par M. Magaette (n° 249).

NAVIGATION AÉRIENNE. — Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (n° 115). — Rapport de la Commission, par M. le général Gillain (n° 125).

NAVIGATION MARITIME. — Projet de loi approuvant la Convention conclue entre l'État belge, la Société anonyme « Lloyd Royal Belge » et divers créanciers de celle-ci. — Rapport de la Commission, par M. Liebaert (n° 248).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1923 (n° 17). — Rapport de la Commission, par M. Mosseman (n° 20).

Projet de loi réformant le jury. — Amendements du Gouvernement (n° 83).

Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'année 1924. — Rapport de la Commission, par M. Carton (n° 192).

Projet de loi prorogeant les mandats des magistrats consulaires. — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 199).

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 238).

PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Voir *Traités et Conventions*.

PENSIONS. — Proposition de loi accordant une pension à la dame Ève Dolmans, veuve de M. Charles Clément (ancien sénateur). — Rapport de la Commission, par M. Delannoy (n° 71).

PENSIONS DE VIEILLESSE. — Prorogation de la loi du 20 août 1920. — Rapport de la Commission, par M. Liesens (n° 25).

PENSIONS MILITAIRES. — Voir *Armée*.

PÉREMPTIONS ET PRESCRIPTIONS. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

PERSONNIFICATION CIVILE de l'Institut national des Mines à Frameries. — Rapport de la Commission, par M. Liesens (n° 105).

PÉTITIONS sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton au 20 décembre 1922 (n° 31). — Feuilleton au 14 mars 1923 (n° 102).

POLICE DU ROULAGE. — Proposition de loi fixant les conditions à remplir par les conducteurs de véhicules automobiles, présentée par M. Seeliger (n° 41). — Projet de loi portant modification de la loi du 1^{er} août 1899, présenté par le Gouvernement (n° 101). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts (n° 160). — Amendement présenté par M. Rongy (n° 170). — Amendement présenté par MM. le duc d'Ursel et consorts (n° 174). — Texte adopté au premier vote (n° 185).

POLICE RURALE. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale. — Texte amendé par la Chambre (n° 149).

POURSUITES. — Rapport de la Commission chargée d'examiner la demande d'autorisation de poursuites contre MM. les sénateurs Renier et Fraiture, par M. Meyers (n° 220).

PROCÉDURE. — Voir *Assistance judiciaire, Organisation judiciaire*.

SÉNAT. — Rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de modification de l'article 2 du règlement, par M. Ligy (n° 61).

SÉQUESTRES DE GUERRE. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

SOCIÉTÉS MUTUALISTES. — Projet de loi autorisant les sociétés mutualistes à se fusionner (n° 178). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 193).

Projet de loi réglant le placement des fonds des sociétés mutualistes reconnues (art. 18 de la loi du 23 juin 1894, présenté par le Gouvernement) (n° 218). — Rapport de la Commission, par M. Rongy (n° 235).

TERRITOIRE. — Projet de loi portant annexion d'une partie de la rive gauche de l'Escaut à la province et à la ville d'Anvers (n° 43). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 74). — Amendement présenté par M. le comte de Brouhoven de Bergeyck (n° 81).

Érection de la commune de Nothomb (Luxembourg). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 180).

TITRES AU PORTEUR. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Projet de loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922 à Washington entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal,

dans le but d'accroître les revenus du Gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême Orient, de sauvegarder les droits et les intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres puissances sur la base de l'égalité des chances. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 39).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à accéder à une convention signée à Genève le 4 octobre 1922 par les Gouvernements britannique, français, italien, tchéco-slovaque et autrichien en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière (n° 76). — Rapport de la Commission, par M. Feron (n° 80).

Projet de loi approuvant la Convention internationale établissant l'acte de navigation de l'Elbe conclue à Dresde, le 22 février 1922, entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la République tchéco-slovaque. — Rapport de la Commission, par M. Lejeune (n° 112).

Projet de loi approuvant le Traité de commerce belgo-polonais du 30 décembre 1922. — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 210).

Projet de loi approuvant la Convention belgo-polonaise du 30 décembre 1922, concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts. — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 211).

Projet de loi approuvant la Convention conclue le 16 février 1923 entre la Belgique et la Suisse pour régler la situation de la Suisse au Congo belge. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 237).

Projet de Loi portant approbation des amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de la Société des Nations, adoptés par la deuxième Assemblée de la Société, dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921. — Rapport de la Commission, par M. Feron (n° 251).

TRAMWAYS. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à conclure avec la Société anonyme des Tramways électriques de Gand une convention en vue de l'exploitation des tramways de Gand (n° 189). — Rapport de la Commission, par M. du Four (n° 197).